

Nouvelles locales du jeudi 4 février 2010

@rib News, 04/02/2010 | Droits de l'Homme- L'Approdh pointe du doigt le Directeur Adjoint de la police nationale pour avoir torturé un officier arrêté avec les treize militaires accusés de préparation d'un complot contre le pouvoir de Bujumbura. Pierre Claver Mbonimpa affirme avoir bien constaté les traces de torture lors de sa visite à ces détenus au Camps Militaire DCA de Kamenge. Selon M. Mbonimpa, le Directeur Adjoint de la police Gervais Ndirakobuca, alias Ndakugarika a torturé Saidi Ntahiraja en lui demandant d'accuser Sinduhije Alexis, Hussein Radjabu et Pierre Buyoya d'être derrière ce complot de coup d'Etat. Ces accusés comploteurs disent avoir accepté d'accuser ces trois pour sauver leurs peaux. Par après, ils ont dit à la justice de ne pas prendre en considération ces informations leur soutenus sous la torture. Pierre Claver Mbonimpa ajoute aussi que ces prisonniers passent dorment nus sur le ciment et ligotés. Il demande que leurs conditions carcérales soient changées et améliorées. Il souligne également que son organisation va aider ces accusés à porter plainte contre le tortionnaire qui est le directeur Adjoint de la police. (Rpa/Bonesha)

Politique- Le président du parti Cndd, Léonard Nyangoma demande à la Ceni de procéder à l'organisation d'un scrutin dans les communes de Mabanda, Nyanza-Lac et Vugizo dans le but de remplacer trois administrateurs de ces communes conformément au Cndd-Fdd. Selon M. Nyangoma, le nouveau code électoral, spécialement en son article 183 stipule que tout élu du peuple qui quitte son parti, perd immédiatement sa place. Selon le porte parole de la Ceni, cette dernière n'est pas compétente pour constater la vacance d'un poste. Il demande aux partis politiques concernés s'adresser au Gouverneur de cette province et c'est à ce dernier de demander à la Ceni l'organisation de nouvelles élections. Pour rappel, deux des trois administrateurs visés sont issus du Frodebu et le troisième du Cndd. Des cas de corruption auraient motivés leur changement de camps politique, selon certaines sources. - La préparation des élections vont bon train, indiquent des sources concordantes de la Ceni. Le nouveau document "Attestation d'identification de l'Agent Electeur" a été distribué dès hier dans tous le pays. Suite à cette distribution, les effectifs des enregistrements ont été multipliés par deux ou même triplés. Dans les communes urbaines de la ville de Bujumbura, c'est le soulagement de ceux qui n'avaient pas de carte nationale d'identité. Dans ces communes, les effectifs ont été triplés surtout dans les communes les plus populaires comme Kanyosha, Kinama et Kamenge. A Ruyigi, Est du pays, ce document a été distribué très tardivement, les effectifs ont augmenté passant de 5000 enregistrements par jour à 16.000 enregistrements hier dans toute cette province. Cependant, les files pour retirer cette attestation ne cessent de gonfler, ce qui prouve que la distribution de la carte d'identité n'avait pas profité à ceux qui en avaient besoin. (Rpa/Rtnb) | Un groupe de 23 militaires arrêtés pour avoir fait grève en Somalie pour revendiquer leur indemnité ont comparu aujourd'hui devant l'auditorat militaire à Bujumbura. La Police Fédérale Américaine, la FBI, qui participe aux enquêtes sur l'assassinat d'Ernest Manirumva, ancien vice président de l'Olucome, ont entendu pour la première fois cinq présumés assassins dont deux policiers, deux démobilisés et un civil du nom d'Hilaire Ndayizamba. L'avocat des accusés, Isidore Ruyikiri, pense que la FBI va établir la vérité dans ce dossier. Cependant, il dit que le système d'investigation qu'ils utilisent est presque le même avec la commission d'enquête précédente. Ce qui tranquillise Ruyikiri est que le ministre public était sur place et il pense qu'aucun prétexte ne sera soulevé pour refuser les résultats des enquêtes. Notons que la FBI avait tenté d'interroger ces accusés depuis longtemps mais avait échoué jusqu'à ces dernières sources concordantes. Certains prévenus disent avoir été battu pour accuser Ndayizamba d'être le commanditaire de cet assassinat. Quant au Directeur de la Sogestal Ngozi-Kirundo, détenu dans ce dossier, il a comparu la semaine dernière mais le ministre public avait déclaré ne pas avoir son dossier repoussant ainsi sa comparution à une date ultérieure. (Rpa)